



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Service de la Coordination
des Politiques Publiques

Chambéry, le 03 AOÛT 2022

**Arrêté préfectoral n° ICPE-2022-044
portant mise en demeure**

Société AXIA

Commune d'Essert-Blay

*Le préfet de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite*

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8 et D. 543-62 ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2015 actualisant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 février 2003 autorisant la société AXIA POUGET à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, ainsi qu'un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux et un centre VHU au sein de son établissement situé sur la commune d'Esserts Blay ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 24 mai 2022 établi suite à sa visite du 6 mai 2022 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 24 mai 2022 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU les éléments transmis par l'exploitant par courriel du 10 juin 2022 concernant le stock de bouteilles de gaz historique, objet d'un des points de la proposition de mise en demeure ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 1^{er} juillet 2022 établi suite à sa visite du 13 juin 2022 ;

CONSIDÉRANT que, lors des visites du 6 mai et 13 juin 2022, il a été constaté la présence de 3 bennes remplies de bouteilles de gaz, soit environ 90 m³ en tout, destinée à un traitement sur site ;

CONSIDÉRANT que ces déchets dits "indésirables", classés déchets dangereux, doivent être dirigés vers une installation appropriée et conforme à la réglementation, comme prévu par l'article 7.1.5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2015, et non accumulés et traités sur le site d'Esserts-Blay, qui n'est pas autorisé pour le traitement des déchets dangereux autres que les VHU ;

CONSIDÉRANT que les démarches engagées par l'exploitant pour faire évacuer le stock de bouteilles de gaz historique ne garantissent cependant pas l'évacuation rapide de la totalité des bouteilles ;

CONSIDÉRANT les risques d'explosion liée à la présence sur site de ces bouteilles de gaz, à proximité de déchets combustibles ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de faire usage des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement afin de faire respecter les dispositions précitées de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site ;

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

ARRETE

Article 1 – Mise en demeure

La société AXIA, représentée par son président monsieur Anthelme TUMBACH (SIRET 39822926000011), et dont le siège social est établi en ZAC du Château, route de l'industrie 73540 ESSERTS-BLAY, exploitant notamment une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux au sein de son établissement situé à la même adresse, est mise en demeure de réaliser les actions suivantes :

Afin de respecter la superficie ou les volumes limites autorisés fixés aux articles 1.2.2 et 7.1.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2015, et les dispositions de l'article 7.1.5 relatif aux déchets non conformes, l'exploitant devra faire évacuer, vers les installations appropriées et conformes à la réglementation, les 3 bennes de bouteilles de gaz constatées lors des visites du 6 mai et 13 juin 2022.

L'exploitant communiquera les justificatifs de ces opérations à la DREAL sous 1 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 – Sanctions administratives :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de ces mêmes articles.

Article 3 – Notification

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimum de deux mois.

Article 4 – Délais et voie de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article L. 171-11 et suivants du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R421-1 du code de justice administrative par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 5 – Exécution :

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à monsieur le maire d'Essert-Blay.

Le Préfet

Pour le Préfet, par délégation
La Secrétaire Générale

2

T. D. IL P.A.P.T.